



19 octobre : un succès pour le rassemblement des forces pour la défense du service public d'éducation nationale ! C'est un début !

Pour défendre l'École, entre 80 000 et 100 000 personnes ont défilé dans les rues de Paris ce dimanche, à l'appel de la FSU, de l'intersyndicale de l'éducation nationale et de 47 organisations en tout.

C'est un signal fort des salariés et des usagers de l'éducation nationale qui sont en train de renforcer en leur faveur le rapport de forces avec le ministère.

Les manifestants des Pyrénées Atlantiques, qui formaient une bonne part de la plus importante délégation de province, celle d'Aquitaine, s'étaient levés vers 3 heures 30 ce dimanche matin, et ne se sont couchés que vers 3 heures ce lundi. Ils n'ont connu les horaires définitifs de leurs trains que vendredi midi ! Il aura fallu batailler, depuis Pau jusqu'au niveau national de la FSU, en passant par Bordeaux, pour obtenir que la SNCF abandonne son intention d'imposer une amplitude horaire encore plus grande.

Nous n'en resterons pas là. La SNCF se veut une entreprise plus qu'un service public. Elle a traité de façon inacceptable des « clients » qui ont mis plus de 110 000 euros sur la table. Elle devra rendre compte et donner des compensations.

La tentative de sabotage est patente. Elle est indigne. Elle est significative de l'inquiétude qui gagne les dirigeants du pays devant l'exaspération croissante des citoyens.

Il convient de répondre à cette exaspération et de continuer à organiser les explications et les actions. Celle de ce dimanche va dans ce sens : elle ne restera pas isolée.

Le 4 novembre, l'assemblée nationale entame l'examen du budget de l'éducation qui prévoit 13.500 suppressions de postes en 2009, après 11.200 en 2008, et 8.500 en 2007.

Les discussions sont maintenant entamées sur de meilleures bases entre la direction de la météorologie nationale et les personnels, malgré une répression policière brutale à Toulouse. La FSU 64 a exprimé sa solidarité avec les salariés de ce service public dans le département.

Les discussions engagées entre les préfetures et les représentants des salariés à plusieurs niveaux, à propos de la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques, sont aussi l'occasion d'exprimer le refus du démantèlement des missions et de la suppression de milliers de postes.

De nombreux autres exemples de luttes dans des services publics pourraient être cités et soigneusement pris en compte : il faut, dans le même temps, développer les luttes et les résistances partout où il est possible d'agir pour rassembler les salariés dans des luttes qui peuvent gagner, et continuer sans découragement à travailler à la convergence de ces luttes.

Le pouvoir fait intervenir l'Etat pour socialiser les pertes financières nées de la crise aiguë du capitalisme. Dans le même temps, il prépare et organise la répression contre la riposte populaire

La débauche de milliards d'euros ou de dollars pour tenter d'éteindre l'incendie spéculatif paraît de plus en plus obscène aux salariés auxquels on raconte depuis des années la fable de l'absence d'argent.

Il s'agit bien d'une affaire de choix politique d'utilisation des richesses produites par les salariés : A tous les niveaux, salaires, entreprises, branches industrielles, sécurité sociale, retraites, équilibre Nord-Sud, faim dans le monde, les « responsables », gouvernements et patronat, répondaient jusqu'alors : il n'y a pas d'argent. Et voilà que la crise éclatant et le risque existant de ne plus pouvoir maîtriser les conséquences sociales de cette crise, tout autant que les conséquences financières, les milliards sortent des trous par centaines, de façon hallucinante.

Comme le dit crûment M. Benoît Apparu, député UMP, « *notre trouille, c'est quand « nos » agriculteurs ou les ouvriers de l'usine vont venir nous trouver en disant : vous avez bien trouvé 360 milliards pour les banques, qu'est-ce que vous faites pour nous ?* »

L'inquiétude causée par cette perspective logique que nous devons faire se réaliser rapidement et massivement, conduit le gouvernement à préparer la répression plutôt que « la moralisation du Capital », si tant est que ce dernier puisse se prévaloir de la seconde hypothèse.

Dans plusieurs entreprises et services publics, les patrons et le gouvernement ont envoyé la police « améliorer » les rapports sociaux à coup de gaz lacrymogènes et de matraques.

Il y a quelques jours, une délégation du collectif de défense du droit des étrangers, dont fait partie la FSU, était reçue pour une audience à la préfecture à Pau. Accueillie par plusieurs policiers soucieux d'une grande proximité, la délégation a été maintenue hors des locaux pendant de longues minutes, puis étroitement accompagnée par des policiers armés qui sont restés debout à côté d'elle pendant que ses membres attendaient assis que le préfet arrive (en retard).

Aux Etats-Unis, modèle du président de la République, une brigade militaire, la 3^{ème} division d'infanterie, composée de soldats qui viennent de passer au moins trois ans en Irak où ils ont appris « *comment nettoyer des rues bloquées par des débris* » comme le dit son commandant, a été créée officiellement pour intervenir en cas de désastre naturel ou d'attaque terroriste. Mais « *elle pourrait aussi être appelée pour aider dans le cadre de troubles civils et pour le contrôle des foules* ». Cette brigade pourra utiliser des tanks.

Un peu d'histoire...

La crise de 1929 a entraîné des choix politiques gouvernementaux qu'il faut garder en mémoire :

En 1934, le projet de dictature contre les salaires a été engagé par Pétain et Laval. En 1936, l'épisode du Front Populaire a imposé un recul. Il a échoué pour des raisons qu'il faut étudier et ne pas oublier.

Le gouvernement Daladier-Bonnet est nommé en avril 1938. En novembre, il prend des mesures de baisse nominale et réelle des salaires. Les prix montent. La durée du travail passe de 40 à 48 heures

par semaine. Des mesures xénophobes exceptionnelles sont prises contre les ouvriers étrangers. Avec l'aide de la CGT confédérée de Léon Jouhaux (la CGT avait connu une scission entre confédérés et unitaires en 1921, un rapprochement début mars 36 au congrès de Toulouse, et une nouvelle division après le 1^{er} mai 1937 et le discours de Léon Blum sur la pause des réformes du 22 juin), du parti radical, avec le soutien de fait d'une partie importante de la SFIO.

Caractéristique supplémentaire de cette politique : le déploiement d'un cléralisme « républicain » dont une caractéristique est locale, puisque M. Champetier de Ribes, sénateur des Basses Pyrénées, a été nommé explicitement sous secrétaire d'Etat catholique aux affaires étrangères, chargé plus particulièrement des relations avec le Vatican. Il faut cependant rappeler que M. Champetier de Ribes fut un des 80 parlementaires à refuser les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, et qu'il a été, après la Libération, nommé par de Gaulle délégué du gouvernement provisoire de la République française au procès de Nuremberg.

Comme disent les prologues des films policiers, « toute ressemblance, etc... » Cela dit, il y a des ressemblances qui devraient donner à réfléchir...et à agir.

Action à tous les niveaux. Explications à tous les moments

Cette crise du capitalisme n'est évidemment pas à prendre à la légère. Il faut profiter de la chute du dogme pour convaincre de la possibilité, de l'utilité, du caractère indispensable d'une solution alternative.

Même si cette dernière n'est pas spécifiquement la tâche de l'organisation syndicale, celle-ci doit organiser massivement les ripostes aux attaques subies par les salariés, organiser la convergence des ripostes, montrer qu'il est possible de faire autrement, montrer que les richesses produites par les salariés ne doivent pas servir à alimenter le tonneau des Danaïdes des banques et des spéculateurs.

Il y a de l'argent : c'est le nôtre ! Il ne doit pas servir à disparaître en fumée comme les 600 millions d'euros de la caisse d'épargne, comme les millions d'euros pris sur les budgets sociaux ou le budget du logement, etc...

Il faut exiger du pouvoir la suppression de l'indécent bouclier fiscal.

Il faut exiger une augmentation de salaires qui permettra à cette fameuse « économie réelle » de repartir.

Il faut augmenter les retraites, comme l'ont exigé des dizaines de milliers de retraités dans les rues de Dax et d'autres villes de France, la semaine dernière.

Il faut arrêter de supprimer des postes dans les services publics, à l'éducation nationale en particulier. Il faut moderniser (réellement), développer et améliorer les services publics.

Il faut arrêter les attaques contre les droits sociaux : droit de grève, droit de réunion, droit de représentation des salariés.

Les moyens financiers existent : leur utilisation dépend d'un choix à imposer.

Les moyens militants pour imposer ces choix existent potentiellement : il faut les faire agir réellement.

Le doute doit changer de camp !